

Convention collective

**IDCC : 9712. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Saône-et-Loire)
(1^{er} janvier 1977)**

(Etendue par arrêté du 26 août 1977,
Journal officiel du 5 octobre 1977)

AVENANT N° 135 DU 21 OCTOBRE 2015

NOR : AGRS1697017M
IDCC : 9712

PRÉAMBULE

Suite à la signature de l'avenant n° 133 du 15 janvier 2015, les partenaires sociaux de la branche signataires décident, par le présent avenant rectificatif, ce qui suit.

Article 1^{er}

Numérotation des articles

L'avenant n° 133 du 15 janvier 2015 ayant fait l'objet d'une erreur matérielle dans la numérotation des articles qui en altère la lisibilité, les parties conviennent des rectifications suivantes :

- les termes « Article 1^{er} : Préambule » sont remplacés par le terme « Préambule » ;
- les termes « Article 2 : Mises à jour » sont remplacés par les termes « Article 1^{er} : Mises à jour » ;
- les termes « Article 3 : Prise en compte de la situation des salariés en cumul emploi-retraite » sont remplacés par les termes « Article 2 : Prise en compte de la situation des salariés en cumul emploi-retraite » ;
- les termes « Article 4 : Taux de cotisation » sont remplacés par les termes « Article 3 : Taux de cotisation » ;
- les termes « Article 5 : Dates d'effet. – Formalités administratives » sont remplacés par les termes « Article 4 : Dates d'effet. – Formalités administratives » ;
- le point 4.3 « Extension » est supprimé ;
- les termes « Article 6 » sont remplacés par les termes « Article 5 ».

Article 2

Modification du point 1.3 « Garantie incapacité temporaire de travail »

Les paragraphes « Point de départ de la garantie » et « Montant des prestations » du point 1.3 de l'avenant n° 133 du 15 janvier 2015 sont intégralement remplacés par les dispositions correspondantes issues de l'avenant n° 105 du 1^{er} septembre 2005, et reprises ci-dessous.

« Point de départ de la garantie :

A l'épuisement des premiers droits à 100 % acquis au titre du maintien de salaire et en complément des seconds droits à 66 % ou après une franchise fixe de 60 jours si le salarié n'a pas acquis l'ancienneté suffisante pour bénéficier de la garantie « maintien de salaire ».

Montant des prestations :

Le montant annuel des indemnités journalières représente 80 % du salaire brut de référence sous déduction des prestations versées par la caisse de la mutualité sociale agricole.

En tout état de cause, ces garanties ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé, compte tenu des sommes de toutes provenances perçues à l'occasion de la maladie ou de l'accident, d'ordre professionnel ou non, un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement reçue s'il avait continué à travailler. Cette limite prend en compte les ressources suivantes : salaire à temps partiel en cas d'activité réduite, allocations de chômage, pensions de retraite.

Concernant les saisonniers, seuls sont pris en considération et donnent lieu à prestations les arrêts de travail se situant pendant la période du contrat de saison. »

Les autres dispositions de l'avenant n° 133 du 15 janvier 2015 demeurent inchangées et continuent de s'appliquer dans leur rédaction initiale.

Article 3

Date d'application. – Publicité

Le présent avenant rectificatif étant inséparable de l'avenant n° 133, il s'appliquera dans les mêmes conditions que celui-ci, les parties signataires se chargeant d'effectuer toutes les démarches administratives nécessaires quant aux formalités de dépôt et de demande d'extension.

Article 4

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en cinq exemplaires, dont une version numérique, à la DIRECCTE, unité territoriale de la Saône-et-Loire.

Fait à Mâcon, le 21 octobre 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FDSEA de Saône-et-Loire.

Syndicats de salariés :

UD CFDT de Saône-et-Loire ;

FNAF CGT ;

UD CFTC de Saône-et-Loire.